

Motion

(1512)

pour une fiscalité juste, compétitive et résolument moderne

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant:

- que la loi d'application de l'initiative 113 « Pour une contribution de solidarité temporaire des grandes fortunes et des gros bénéficiaires » aura pour conséquence d'augmenter la pression fiscale sur les entreprises (personnes morales) établies dans notre canton, PME genevoises, multinationales étrangères et suisses et sur les personnes physiques dont la fortune (bien immobilier compris) s'élève à 1, 5 millions de francs ;
- qu'environ 5'740 contribuables sont concernés par une modification du barème de l'impôt supplémentaire sur la fortune ;
- qu'une telle initiative crée un climat hostile aux contribuables les plus intéressants pour Genève, incitant les plus "gros" d'entre eux à s'installer ailleurs ;
- que plus de 700 entreprises seront touchées, alors que se sont justement celles qui créent le plus de valeur ajoutée à l'économie genevoise;
- que les risques de délocalisation des sièges d'entreprises florissantes, créatrices d'emplois, et par conséquent de diminution des postes de travail dans notre canton, s'en trouveront dangereusement accrus ;
- que l'augmentation de cette pression fiscale aura inévitablement pour conséquence de diminuer l'attractivité fiscale de Genève, entraînant une baisse de l'établissement de nouvelles sociétés, et l'exode de nombre de sociétés vers d'autres cantons plus attractifs fiscalement ;
- que la loi d'application de l'initiative 113 « Pour une contribution de solidarité temporaire des grandes fortunes et des gros bénéficiaires » sera soumise au vote de la population genevoise vraisemblablement lors du scrutin de mai 2003, mais au plus tard lors de la session de novembre de cette année.

invite le Conseil d'Etat :

- à évaluer avec célérité les conséquences néfastes de la mise en œuvre de l'initiative 113, pour l'économie genevoise en matière d'emplois, et en matière de recettes fiscales ;
- à prendre ouvertement, publiquement et vivement position contre la mise en œuvre de cette initiative.